

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 19/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**ALSACHIMIE**

CHALAMPE  
BP 267  
68055 MULHOUSE

Références : 0538\_2022\_10\_17\_ALSACHIMIE\_CHALAMPE\_SUITE-VIIC-surv-rejets-eaux  
Code AIOT : 0006700538

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2022 dans l'établissement ALSACHIMIE implanté BP 267 68490 CHALAMPE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre des suites de la visite du 29 juin 2022 portant sur les rejets aqueux du site. Elle fait suite à la transmission du courrier préfectoral du 21 septembre 2022, et la réponse de l'exploitant transmise par courrier du 4 octobre 2022 dans lequel ce dernier amène des éléments en lien avec une non-conformité relevée et des observations formulées dans le rapport d'inspection rédigé le 29 août 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALSACHIMIE
- BP 267 68490 CHALAMPE
- Code AIOT : 0006700538
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ALSACHIMIE est une Joint-Venture détenue à 51 % par le groupe BASF et à 49 % par le groupe DOMO CHEMICALS GmbH. La société ALSACHIMIE exploite ses installations au sein de la plateforme chimique WEurope, située dans la zone industrielle d'Ottmarsheim et qui s'étend sur les communes de Chalampe, Bantzenheim et Ottmarsheim.

La plateforme WEurope est dédiée à la production d'intermédiaires principalement destinés à la fabrication du Nylon 6-6. Ces activités sont exploitées notamment par les sociétés ALSACHIMIE et BUTACHIMIE.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** suite de la visite du 29 juin 2022

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	compatibilité milieux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22	Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	21 juin 2023

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 4.2.2	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Programme de surveillance & Fréquences de mesures	Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 28	/	Attendu de la réponse à l'observation : 3 mois à compter du redémarrage au fonctionnement normal des installations et au plus tard pour le 31 septembre 2023

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments transmis par l'exploitant dans son courrier du 4 octobre 2022, montrent que l'une des non-conformités mentionnées dans le rapport de l'inspection du 29 juin 2022 n'est plus à considérer comme telle (fiche de constat n°1 du rapport de constat du 29 août 2022), et que des délais initialement prédéfinis par l'inspection des installations classées et repris par le courrier préfectoral du 21 septembre 2022, peuvent être aménagés au vu du contexte et des enjeux associés aux demandes.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2016, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, conditions de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées [...] Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : [...] les secteurs collectés et les réseaux associés ;[...]
<b>Constats :</b> Faisant suite aux constats reportés dans le rapport de l'inspection établi le 29 août 2022, l'exploitant a transmis par courrier du 4 octobre 2022 des informations concernant l'existence de plans plus détaillés que ceux jusqu'alors transmis à l'inspection des installations classées, montrant qu'il est en possession de plans qui déterminent assez précisément le réseau de collecte d'eaux pluviales des différentes zones de ses installations.  Avec un travail d'analyse précis pour chaque plan, il est possible de considérer que les zones de collecte des eaux pluviales sont représentées. Il est cependant à noter que dans le cadre d'une situation accidentelle ce type d'organisation de l'information devient difficilement accessible et exploitable.  L'inspection des installations classées ne considère donc plus la situation du site comme non-conforme. Sur site, l'adéquation des plans avec la situation des avaloirs sur le terrain a été réalisé au regard d'une planche (n°CH62018-C3) prise par échantillonnage.
<b>Observation n°1 :</b> Il apparaît pertinent notamment pour la gestion de situations accidentelles que l'exploitant compile les informations relatives à la collecte du réseau eaux pluviales et notamment les zones de collecte de ces eaux (par bassin versant par exemple) à l'échelle d'un plan des réseaux global site. Il serait également intéressant que l'exploitant soit en mesure d'identifier sur plan et sur site les avaloirs des eaux pluviales, éventuellement en les numérotant afin d'accélérer au besoin l'intervention des services d'incendie et de secours en cas d'épandage d'un produit susceptible de provoquer une pollution.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Programme de surveillance & Fréquences de mesures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2021, article 28
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>

Paramètre	Fréquence			
	Auto surveillance assurée par l'exploitant			
		Station UASB	Rejets Effol	Rejet Fosse Olone « 2400 »
Débit		Continue	Mensuelle	Annuelle
MEST		Mensuelle	Mensuelle	Annuelle
DBO5		Mensuelle	-	-
N global		Mensuelle	Mensuelle	-
P total		Mensuelle	-	-
CN		-	Mensuelle	-
Pb		-	-	-
Cu		-	Mensuelle	-
Cr		-	-	-
Ni		-	Mensuelle	-
Zn		-	Mensuelle	-
Fe		-	Mensuelle	-
Al	-	-	Mensuelle	-

**Constats :** Faisant suite aux constats reportés dans le rapport de l'inspection établi le 29 août 2022, l'exploitant a transmis par courrier du 4 octobre 2022 des éléments de contexte relatifs à la mise en œuvre de l'observation de l'inspection en lien avec la prescription reprise ci-dessus, et du courrier préfectoral retranscrivant cette observation en date du 21 septembre 2022.

L'exploitant met en avant les difficultés à obtenir dans les prochains mois des éléments représentatif du fonctionnement de l'installation compte tenu des baisses de régimes significatives prévues jusqu'à la fin du premier trimestre 2023 (dues à la conjoncture du marché et des prix de l'énergie).

L'exploitant demande à ce que le délai initialement prévu à 3 mois à compter du 21 septembre 2022, soit repoussé à la fin du premier semestre 2023 à condition que les niveaux de productions soient représentatifs d'une marche normale.

L'objectif de la demande de l'inspection, est effectivement d'avoir des éléments représentatifs du fonctionnement normal des installations. Les éléments transmis par l'exploitant montrent qu'il n'est pas pertinent de maintenir un délai strict et restreint, et qu'il convient de fixer un délai minima conditionné au fonctionnement nominal des installations. Cependant, il est à noter qu'un travail préparatoire relatif à la connaissance des substances et paramètres susceptibles d'être émis dans les réseaux concernés peut être réalisé sans mesure au préalable et sur la base de la connaissance des procédés du site. Il est en revanche entendu qu'il est nécessaire de vérifier par la mesure sur des points de rejets internes pertinents dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations les hypothèses émises dans le cadre du travail d'étude préparatoire. Un délai strict plus lointain est à fixer afin de garantir la transmission de ces éléments si la situation de fonctionnement dégradée devait perdurer.

**Observations :** Il appartient à l'exploitant de fournir à l'inspection des installations classées les éléments qui permettront de réglementer les rejets de la station PIC pour les paramètres qui ne sont pas susceptibles de se retrouver dans le rejet des égouts eaux propres (notamment issu des points de rejets internes n°1031 et n°2031)

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : compatibilité milieux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22

**Thème(s) :** Actions nationales 2022, Autosurveillance

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité

des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

I. - Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur.[...]

**Constats :** Faisant suite aux constats reportés dans le rapport de l'inspection établi le 29 août 2022, l'exploitant a transmis par courrier du 4 octobre 2022 des éléments de contexte relatifs à la mise en œuvre de l'observation de l'inspection en lien avec la prescription reprise ci-dessus, et du courrier préfectoral retranscrivant cette observation en date du 21 septembre 2022.

L'exploitant demande dans son courrier un délai porté à 6 mois compte tenu du délai de traitement de la demande.

L'inspection considère qu'un délai de 3 mois à compter du 21 septembre 2022 est effectivement court compte tenu des informations à collecter et exploiter. Les outils mis à la disposition de l'exploitant par l'inspection tendent cependant à rendre ce travail plus simple et efficace. Un délai porté à 9 mois à compter du 21 septembre 2022 apparaît acceptable afin de pouvoir par la suite instruire les éléments transmis par l'exploitant dans un délai raisonnable.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 21 juin 2023